

S'il quitte le territoire pour plus d'un mois, il doit faire connaître au dit bourgmestre la date de son départ et celle de son retour.

Il indique en outre le nom et l'adresse du répondant qu'il désigne, sous sa responsabilité, pour recevoir les communications en matière de milice et de service.

Art. 20. Le médecin examinateur de l'établissement hospitalier visé à l'article 3, l'agent diplomatique ou consulaire et le médecin-chef de la direction médicale de l'établissement hospitalier signalent au Ministre de l'Intérieur l'objecteur de conscience auquel une convocation a été valablement faite et qui, hormis les cas prévus aux articles 12 et 16, ne se présente pas à l'examen médical ou à la mise en observation ordonnée par le médecin examinateur ou la direction médicale de l'établissement hospitalier.

Une nouvelle convocation est notifiée à l'objecteur de conscience conformément aux dispositions de l'article 21.

Si hormis les cas prévus aux articles 12 et 16, l'objecteur de conscience fait à nouveau défaut, le Ministre de l'Intérieur dénonce au Procureur du Roi l'objecteur de conscience, visé à l'article 30 *bis* des lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980, aux fins de poursuites éventuelles.

Art. 21. Les frais de transport des objecteurs de conscience sont à charge de l'Etat dans des conditions analogues à celles qui sont déterminées pour le transport des miliciens.

Les frais d'examen médical des objecteurs de conscience, y compris ceux résultant d'une mise en observation ou d'une visite médicale à domicile, sont à charge du budget du Ministère de l'Intérieur.

Toutefois, les frais de l'examen médical subi à l'étranger sont supportés par l'autorité diplomatique ou consulaire.

Art. 22. L'arrêté royal du 8 septembre 1965 organisant l'affectation des objecteurs de conscience à la protection civile est abrogé.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 24. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Verlaat hij het grondgebied voor langer dan één maand, dan moet hij de voormelde burgemeester laten weten wanneer hij vertrekt en wanneer hij terugkomt.

Tevens moet hij de naam en het adres opgeven van de borg die hij, onder zijn verantwoordelijkheid, aanwijst om alle mededelingen inzake militie en dienst, in ontvangst te nemen.

Art. 20. De geneesheer-keurder van de verpleeginrichting bedoeld in artikel 3, de diplomatieke of consulaire ambtenaar en de hoofdgeneesheer van de medische directie van de verpleeginrichting signaleren aan de Minister van Binnenlandse Zaken welke gewetensbezwaarde geldig opgeroepen werd en zich, behoudens de gevallen bepaald in de artikelen 12 en 16, niet voor de keuring of voor de door de geneesheer-keurder of de commissie gelaste inobservatiestelling meldt.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 wordt aan de gewetensbezwaarde een nieuwe oproeping betekend.

Als de gewetensbezwaarde, behoudens in de gevallen bepaald in de artikelen 12 en 16, opnieuw verstek laat gaan, klaagt de Minister van Binnenlandse Zaken de gewetensbezwaarde bedoeld bij artikel 30 *bis* van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, aan bij de Procureur des Konings met het oog op eventuele vervolging.

Art. 21. De reiskosten van de gewetensbezwaarden komen ten laste van de Stat onder voorwaarden als voor het vervoer van dienstplichtigen zijn bepaald.

De kosten van de keuring zomede van een inobservatiestelling en van een keuring ten huize van de gewetensbezwaarden, komen ten bezware van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Evenwel zijn ten laste van de diplomatieke of consulaire overheid de kosten van de keuring in het buitenland.

Art. 22. Het koninklijk besluit van 8 september 1965 tot regeling van de indeling der gewetensbezwaarden bij de civiele bescherming wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 24. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

F. 91 — 1589

11 AVRIL 1991. — Arrêté royal relatif aux commissions d'aptitude et de réforme compétentes à l'égard des objecteurs de conscience exemptés de tout service militaire

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, notamment l'article 28;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1979, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté royal du 20 juin 1990 portant exécution de l'article 22, § 2, alinéa 2, des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980, a désigné l'établissement hospitalier qui connaît de l'aptitude, de l'ajournement ou de l'exemption pour cause physique des objecteurs de conscience exemptés de tout service militaire;

N. 91 — 1589

11 APRIL 1991. — Koninklijk besluit betreffende de commissies voor geschiktheid en reform bevoegd voor de van elke militaire dienst vrijgestelde gewetensbezwaarden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1979, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 20 juni 1990 houdende uitvoering van artikel 22, § 2, tweede lid, van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, de verpleeginrichting heeft aangewezen die kennis neemt van de goedkeuring, de voorlopige afkeuring en de vrijstelling op lichamelijke grond van de van elke militaire dienst vrijgestelde gewetensbezwaarden;

Qu'il est dès lors impérieux dans un souci d'harmonisation et de cohérence, de mettre sans délai en place les commissions d'aptitude et de réforme visées à l'article 26 des lois coordonnées portant le statut des objecteurs de conscience;

Vu l'accord de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, donné le 6 novembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — De la commission d'aptitude et de réforme

Article 1er. La commission d'aptitude et de réforme a son siège à Bruxelles.

Art. 2. La commission d'aptitude et de réforme est chargée de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des objecteurs de conscience en service, en congé illimité ou rappelés en service, préalablement à leur mise à la réforme.

Elle statue sur l'aptitude au service de l'objecteur de conscience dans les termes suivants :

- apte au service;
- inapte temporairement, à réexaminer dans ... mois;
- inapte définitivement.

Art. 3. La commission d'aptitude et de réforme est divisée en deux chambres, l'une d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise.

Art. 4. Chaque chambre est composée de trois médecins, dont le président, diplômés depuis dix ans au moins, désignés par le Ministre des Affaires sociales pour un terme de cinq ans.

Celui-ci désigne également des médecins suppléants réunissant les mêmes conditions.

Art. 5. Si un membre de la commission d'aptitude et de réforme est parent ou allié de l'objecteur de conscience jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou s'il est le médecin traitant de l'objecteur de conscience, il doit se faire remplacer dans sa mission par son suppléant.

Art. 6. La commission d'aptitude et de réforme est saisie par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué dès réception par celui-ci du rapport du médecin qui conclut à l'inaptitude définitive de l'objecteur de conscience.

Elle se réunit dans le mois de la réception du rapport aux jour et heure fixés par le président, sur convocation du secrétaire-rapporteur.

Art. 7. Le fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Intérieur pour faire fonction de secrétaire-rapporteur auprès de l'une ou de l'autre chambre :

- convoque l'objecteur de conscience;
- fait rapport sur l'affaire en début d'audience;
- établit le procès-verbal de la séance;
- procède aux notifications prévues par le présent arrêté.

CHAPITRE II

De la commission d'appel d'aptitude et de réforme

Art. 8. La commission d'appel d'aptitude et de réforme a son siège à Bruxelles.

Art. 9. La commission d'appel d'aptitude et de réforme connaît, en second degré, sur recours de l'intéressé ou du Ministre de l'Intérieur, des décisions de la commission d'aptitude et de réforme rendues en application de l'article 2, alinéa 1.

Elle statue sur l'aptitude au service de l'objecteur de conscience à la majorité des voix, dans les mêmes termes que la commission d'aptitude et de réforme.

Art. 10. La commission d'appel d'aptitude et de réforme est divisée en deux chambres, l'une d'expression néerlandaise, l'autre d'expression française.

Art. 11. Chaque chambre est composée de trois médecins dont le président, diplômés depuis quinze ans au moins, désignés par le Ministre des Affaires sociales pour un terme de cinq ans.

Celui-ci désigne également des médecins suppléants réunissant les mêmes conditions.

Dat dienvolgens om reden van overeenstemming en samenhang de commissies voor geschiktheid en reform bedoeld in artikel 26 van de gecoördineerde wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden moeten geïnstalleerd worden;

Gelet op het akkoord van 6 november 1990 van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — De commissie voor geschiktheid en reform

Artikel 1. De commissie voor geschiktheid en reform heeft haar zetel te Brussel.

Art. 2. De commissie voor geschiktheid en reform moet zich uitspreken over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de in dienst zijnde gewetensbezwaarden, de gewetensbezwaarden met onbepaald verlof of de gewetensbezwaarden die vóór hun opformstelling in dienst wederopgeroepen zijn.

Zij doet over de dienstgeschiktheid van de gewetensbezwaarde uitspraak in de volgende bewoordingen :

- geschikt voor de dienst;
- tijdelijk ongeschikt, over ... maanden opnieuw te keuren;
- voorgoed ongeschikt.

Art. 3. De commissie voor geschiktheid en reform wordt gesplitst in twee kamers, een Nederlandse en een Franse.

Art. 4. Elke kamer bestaat uit drie geneesheren, waaronder de voorzitter, die sedert ten minste tien jaar gediplomeerd zijn en die de Minister van Sociale Zaken voor een termijn van vijf jaar aanwijst.

Deze wijst eveneens plaatsvervangende geneesheren aan die aan dezelfde voorwaarden voldoen.

Art. 5. Als een lid van de commissie voor geschiktheid en reform bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad is van de gewetensbezwaarde, of als hij de behandelende geneesheer van de gewetensbezwaarde is, moet hij zich voor zijn taak door zijn plaatsvervanger laten vervangen.

Art. 6. De Minister van Binnenlandse Zaken of zijn afgevaardigde maakt de zaak aanhangig bij de commissie voor geschiktheid en reform, zodra hij het verslag ontvangen heeft dat opgesteld werd door de door hem aangewezen geneesheer die tot de definitieve ongeschiktheid van de gewetensbezwaarde heeft beslist.

Zij komt binnen een maand na de ontvangst van het verslag op de dag en het uur bepaald door de voorzitter bijeen, na oproeping door de secretaris-verslaggever.

Art. 7. De ambtenaar die door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen wordt om als secretaris-verslaggever te fungeren bij de ene of de andere kamer :

- roept de gewetensbezwaarde op;
- brengt bij het begin van de zitting verslag uit over de zaak;
- stelt de notulen van de zitting op;
- doet de in dit besluit voziene kennisgevingen.

HOOFDSTUK 8

De commissie van beroep voor geschiktheid en reform

Art. 8. De commissie van beroep voor geschiktheid en reform heeft haar zetel te Brussel.

Art. 9. De commissie van beroep voor geschiktheid en reform neemt, op beroep van de belanghebbende of van de Minister van Binnenlandse Zaken, in tweede aanleg kennis van de beslissingen welke de commissie voor geschiktheid en reform met toepassing van artikel 2, eerste lid, heeft genomen.

Zij doet bij meerderheid van stemmen en in dezelfde bewoordingen als de commissie voor geschiktheid en reform uitspraak over de dienstgeschiktheid van de gewetensbezwaarde.

Art. 10. De commissie van beroep voor geschiktheid en reform wordt gesplitst in twee kamers, een Nederlandse en een Franse.

Art. 11. Elke kamer bestaat uit drie geneesheren, waaronder de voorzitter, die sedert ten minste vijftien jaar gediplomeerd zijn en die de Minister van Sociale Zaken voor een termijn van vijf jaar aanwijst.

Deze wijst eveneens plaatsvervangende geneesheren aan die aan dezelfde voorwaarden voldoen.

Art. 12. Les dispositions de l'article 5 sont applicables aux membres de la commission d'appel d'aptitude et de réforme.

Art. 13. Le recours visé à l'article 9, alinéa 1er, est introduit auprès du président de la commission d'appel d'aptitude et de réforme par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la notification de la décision entreprise. Il doit indiquer la date de la décision attaquée et être revêtu de la signature de l'appelant.

Art. 14. Le fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Intérieur pour faire fonction de secrétaire auprès de l'une ou de l'autre chambre :

- convoque l'objecteur de conscience;
- fait rapport sur l'affaire en début de séance;
- établit le procès-verbal de la séance;
- procède aux notifications prévues par le présent arrêté.

CHAPITRE III. — De la procédure

Art. 15. § 1er. L'intéressé est invité à comparaître devant la commission par lettre recommandée à la poste, au moins vingt jours à l'avance.

§ 2. Il comparaît en personne; il peut se faire assister par un conseil.

Ne sont admis comme conseils que les avocats et les médecins ainsi que les personnes agréées dans chaque cause par le président de la commission.

Art. 16. § 1er. L'objecteur de conscience est examiné au siège de la commission.

§ 2. L'intéressé qui se trouve dans l'incapacité physique de se déplacer pour comparaître, doit l'établir par un certificat médical.

En ce cas ou lorsque, sur proposition motivée du président, la commission estime que la comparution est de nature à présenter des difficultés graves, elle peut soit charger un de ses membres de se transporter à la résidence de l'intéressé pour l'entendre et l'examiner sur place, soit le dispenser de comparaître en personne et l'autoriser à se faire représenter par un médecin.

§ 3. Lorsque l'intéressé, sans motif reconnu valable par la commission, ne comparaît pas en personne après avoir été dûment convoqué, la procédure peut être poursuivie en son absence.

Art. 17. A partir du cinquième jour ouvrable qui précède la séance de la commission, le dossier de l'affaire peut être consulté au siège de celle-ci par l'intéressé ou son mandataire.

Dans des cas exceptionnels, la commission peut réserver la communication de certaines pièces au mandataire de l'intéressé.

Art. 18. La commission peut recourir à tout moyen d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts.

Elle peut, si elle l'estime nécessaire, ordonner des examens complémentaires, voire une mise en observation qui ne peut excéder dix jours. Ceux-ci doivent intervenir dans les trente jours de la comparution devant la commission.

Art. 19. L'objecteur de conscience ou son conseiller peut produire un mémoire ou une défense écrite, ainsi que tous documents qu'il juge utile.

Art. 20. La commission statue à la majorité des voix. Elle peut faire procéder à une enquête administrative.

Art. 21. Les décisions motivées de la commission sont prises dans les plus brefs délais. Elles sont notifiées dans les quinze jours à l'intéressé, au Ministre de l'Intérieur et au gouverneur de province qui en informe l'autorité communale. Elles sont dans tous les cas réputées contradictoires.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales

Art. 22. Après avoir subi l'examen médical d'aptitude physique en cours de service, l'objecteur de conscience reconnu apte est immédiatement rappelé en service par l'administration. La décision de la commission met fin à toutes les décisions médicales antérieures.

L'appel éventuel n'est pas suspensif.

Art. 23. L'objecteur de conscience en service, en congé illimité ou rappelé en service, et reconnu inapte définitivement est licencié par réforme.

Art. 12. De bepalingen van artikel 5 zijn van toepassing op de leden van de commissie van beroep voor geschiktheid en reform

Art. 13. Het in artikel 9 bedoelde beroep wordt bij een ter post aangetekende brief bij de voorzitter van de commissie van beroep ingesteld binnen dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing. Het moet de datum van de bestreden beslissing vermelden en door de eiser ondertekend zijn.

Art. 14. De ambfenaar die door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen is om als secretaris-verslaggever te fungeren bij de ene of de andere kamer :

- roept de gewetensbezwaarde op;
- brengt bij het begin van de zitting verslag uit over de zaak;
- stelt de notulen van de zitting op;
- doet de in dit besluit voorziene kennisgevingen.

HOOFDSTUK III. — De procedure

Art. 15. § 1. De betrokkene wordt ten minste twintig dagen van tevoren bij een ter post aangetekende brief verzocht voor de commissie te verschijnen.

§ 2. Hij verschijnt in persoon; hij kan zich door een raadsman laten bijstaan.

Alleen de advocaten en de dokters worden als raadsman aanvaard, alsmede de personen die daartoe in iedere zaak door de voorzitter van de commissie erkend zijn.

Art. 16. § 1. De gewetensbezwaarde wordt ten zete van de commissie gekeurd.

§ 2. De betrokkene die lichamelijk niet in staat is zich te verplaatsen om te verschijnen, moet dat door een geneeskundig getuigschrift bewijzen.

In dat geval of wanneer de commissie, op een met redenen omkleed voorstel van de voorzitter, oordeelt dat aan het verschijnen van de belanghebbende ernstige bezwaren kunnen zijn verbonden, kan zij hetzij een van haar leden gelasten zich naar de verblijfplaats van de betrokkene te verplaatsen om hem ter plaatse te horen en te keuren, hetzij hem ervan ontslaan zelf te verschijnen en hem toestaan zich door een geneesheer te laten vertegenwoordigen.

§ 3. Wanneer de belanghebbende, na behoorlijk te zijn opgeroepen, verzuimt te verschijnen zonder een door de commissie geldig bevonden reden, kan de rechtspleging in zijn afwezigheid worden voortgezet.

Art. 17. Vanaf de vijfde werkdag vóór de zitting der commissie kan de belanghebbende of zijn gevolmachtigde het dossier van de zaak ten zete van de commissie raadplegen.

In uitzonderlijke gevallen kan de commissie beslissen dat bepaalde stukken alleen aan de gevolmachtigde van de belanghebbende worden medegedeeld.

Art. 18. De commissie mag van alle onderzoeksmiddelen gebruik maken en inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen.

Als zij het nodig acht, kan zij bijkomende onderzoeken, en zelfs een inobservatiestelling die maximum tien dagen mag duren, gelasten. Die moeten binnen dertig dagen na de verschijning voor de commissie plaatsvinden.

Art. 19. De gewetensbezwaarde of zijn raadsman kan een memorie of een verweerschrift indienen, alsmede alle documenten die hij nuttig acht.

Art. 20. De commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. Zij kan een administratief onderzoek doen instellen

Art. 21. De gemotiveerde beslissingen van de commissie worden zo vlug mogelijk getroffen. Zij worden binnen vijftien dagen ter kennis gebracht van de betrokkene, de Minister van Binnenlandse Zaken en de provinciegouverneur, die er de gemeenteverhoer van op de hoogte brengt. Zij worden in alle gevallen beschouwd als op tegenspraak genomen.

HOOFDSTUK IV. — Algemene bepalingen

Art. 22. Na de keuring voor lichamelijke geschiktheid tijdens de dienst te hebben ondergaan, wordt de geschikt bevonden gewetensbezwaarde onmiddellijk terug in dienst geroepen door de administratie. De beslissing van de commissie maakt een einde aan alle vroegere medische beslissingen.

Het eventueel beroep is niet opschortend.

Art. 23. De gewetensbezwaarde die in dienst of met onbepaald verlof is of in dienst wederopgeroepen is en die definitief ongeschikt wordt bevonden, wordt bij reform ontslagen.

Art. 24. Le président de la commission signale au Ministre de l'Intérieur l'objecteur de conscience auquel une convocation a été valablement faite et qui, sans motif valable reconnu par la commission, ne se présente pas à l'examen médical ou à la mise en observation ordonnée par la commission.

Le Ministre de l'Intérieur dénonce au procureur du Roi l'objecteur de conscience, aux fins de poursuites éventuelles.

Art. 25. Les décisions des commissions peuvent, en cas de fraude, être révisées à la demande du Ministre de l'Intérieur.

La demande en révision est adressée au président de la commission qui a rendu la décision entreprise.

Elle doit être introduite dans les cinq ans à compter de la notification de cette décision.

Les cas soumis à révision sont examinés par la commission qui a rendu la décision entreprise comme s'il s'agissait d'une première demande.

La décision sur la demande en révision rendue par la commission d'aptitude et de réforme est susceptible du recours prévu à l'article 9.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 27. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBACK

Art. 24. De voorzitter van de commissie signaleert aan de Minister van Binnenlandse Zaken welke gewetensbezwaarde geldig opgeroepen werd en zich zonder door de commissie geldige erkende reden niet voor de keuring of voor de door de commissie gelaste inobservatiestelling heeft gemeld.

De Minister van Binnenlandse Zaken klaagt de gewetensbezwaarde aan bij de procureur des Konings met het oog op eventuele vervolging.

Art. 25. De beslissingen van de commissies kunnen, in geval van bedrog, op verzoek van de Minister van Binnenlandse Zaken worden herzien.

De aanvraag om herziening wordt gericht aan de voorzitter van de commissie die de bestreden beslissing genomen heeft.

Zij moet binnen vijf jaar na de kennisgeving van deze beslissing ingediend worden.

De gevallen om herziening worden door de commissie die de bestreden beslissing genomen heeft, onderzocht als of het een eerste aanvraag gold.

Tegen beslissingen van de commissie voor geschiktheid en reform over aanvragen om herziening kan het in artikel 9 bedoelde beroep worden ingesteld.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 27. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 april 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBACK

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 1590 (91 — 1354)

17 APRIL 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 100 van 28 mei 1991, moet op blz. 11663 de titel van het besluit van de Vlaamse Executieve van 17 april 1991 worden gelezen als hierboven.

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 91 — 1590 (91 — 1354)

17 AVRIL 1991. — Arrêté de l'Exécutif flamand fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel des services administratifs du Conseil autonome de l'Enseignement communautaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 100 du 28 mai 1991, à la page 11663, texte néerlandais, il y a lieu de lire le titre de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 17 avril 1991 comme suit : « Besluit van de Vlaamse Executieve tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de administratieve diensten van de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs ».